

LA RECHERCHE URBAINE DANS LES PAYS D'AMERIQUE ANDINE

UN ETAT DE LA QUESTION

SOUS LA DIRECTION DE FERNANDO CARRION*

*Centro de Investigaciones, CIUDAD-QUITO.

Dans la même collection :

déjà parus:

- 1 - Terres des uns, Villes des autres. Questions foncières et pratiques urbaines en Afrique.**
Ouvrage collectif, 1984, 172 p.
- 2 - Le logement, l'Etat et les pauvres dans les villes du Tiers-Monde.**
Ouvrage collectif, 1984, 184 p.
- 3 - La Casbah d'Alger. Gestion urbaine et vide social.**
Djaffar LESBET, 1985, 235 p.
- 4 - Renouveler l'approche de la dynamique urbaine par l'analyse des migrations. Essai méthodologique à partir d'expériences en Afrique de l'Ouest.**
Véronique DUPONT, Françoise DUREAU, 1988, 135 p.
- 5 - La gestion des services urbains à Beyrouth pendant la guerre 1975-1985.**
Fouad AWADA, 1988, 145 p.
- 6 - La recherche urbaine au Maroc. Un état de la question.**
Ouvrage collectif, 1988, 98 p.
- 7 - La recherche urbaine au Brésil. Un état de la question.**
Licia VALLADARES, 1989, 112 p.
- 8 - La recherche urbaine dans les pays andins. un état de la question.**
Ouvrage collectif, CIUDAD, Quito.

à paraître:

- **Changement social et mutations urbaines en Amérique latine.**
Ouvrage collectif. Textes rassemblés par Martha SCHTEINGART, El Colegio de México.
- **La recherche urbaine en Argentine et en Uruguay. Un état de la question.**
Nora CLICHEVSKY (CEUR), Rosario AGUIRRE (CIEDUR).

Collectif de rédaction

Guy BURGEL, Yves CABANNES, Pierre CLEMENT, Henri COING,
Michel COQUERY, Jean-Paul DELER, Jean-Paul DUCHEMIN, Alain
DURAND-LASSERVE, Galila EL KADI, Charles GOLDBLUM, Etienne
HENRY, Hélène LAMICQ, Emile LE BRIS, Etienne LE ROY, Djaffar
LESBET, Gustave MASSIAH, Khelifa MESSAMAH, Oscar NUNEZ,
Annick OSMONT, Raoul PAJONI, Michel ROCHEFORT, Graciela
SCHNEIER, Martha SCHTEINGART, Jean-François TRIBILLON.

Secrétariat de rédaction :
Maggy SEURIN (CEGET-CNRS)

Composition et mise en page :
Régine PADOVANI

Impression et reliure :
OCGE-BORDEAUX

Dépôt légal - 2 trimestre 1989 - N°8

©Pratiques Urbaines

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés
pour tous pays

ISBN - 2.906621.12.9

Sommaire

	Pages
- Avant-propos	1
- Introduction	
Rétrospective de la recherche urbaine en Amérique Andine (Etienne HENRY)	5
- Pérou Barriadas et pouvoirs urbains (Abelardo SANCHEZ LEON)	19
- Colombie Urbanisation et violence (Orlando SAENZ et Fabio VELASQUEZ)	39
- Equateur Jeunesse et vitalité de la recherche urbaine (Fernando CARRION)	63
- Bolivie Des Andes à la ville : une transition inachevée (Godofredo SANDOVAL)	91
- Conclusion	
Pratiques urbaines et recherche andines : quelles perspectives ? (Fernando CARRION)	107
. Annexe I :	
Références bibliographiques par pays	135
. Annexe II :	
Références de la bibliographie thématique	181
. Annexe III :	
Liste des organismes de recherche	187

EQUATEUR : JEUNESSE ET VITALITE DE LA RECHERCHE URBAINE

FERNANDO CARRION*

* CIUDAD, Quito, Equateur.

Avertissement : une version plus développée de ce texte a été publiée dans *El proceso urbano de la ciudad ecuatoriana : balance y antología*, grâce à l'IDIS et au CIUDAD. Ce travail fait partie d'un projet de recherche plus important que nous avons pu réaliser grâce au soutien du Conseil National des Universités et des Ecoles Polytechniques (CONUEP) et du Centre International des Recherches pour le Développement (CIRD) dans le cadre de la Faculté d'Architecture de l'Université Centrale et du Centre de Recherches CIUDAD. Ce projet vise à réaliser une évaluation de la recherche urbaine dans le pays.

I - LES DEBUTS DE LA RECHERCHE URBAINE EN EQUATEUR

Il est relativement difficile de préciser l'origine chronologique d'un domaine de connaissance dans un pays déterminé. Ça l'est d'autant plus si l'on prend en considération le fait que la constitution théorique d'un domaine de connaissance dépasse les frontières nationales. En Equateur, la ville remonte, selon certaines hypothèses, à la conquête espagnole ; toutefois c'est récemment, lorsque s'affirme le processus d'urbanisation, que commence à se développer une pensée relativement consistante sur la ville (Carrión, F., 1986). Ce courant de pensée ne donne pas encore une définition claire de la ville et de ses particularités ; les historiens, les philosophes et les romanciers l'abordent plutôt indirectement.

La vision de la ville est encore sectorielle. L'application de méthodes, concepts et techniques scientifiques n'apparaît pas. La ville est conçue comme le théâtre d'évènements divers ; si elle est prise en considération dans les interprétations propres aux autres domaines de recherche, elle est considérée comme une **"variable dépendante"**. Citons les exemples propres à illustrer cette situation : les écrits de Vargas sur l'art, ceux d'Andrade sur la politique, ceux de certains voyageurs sur le quotidien, ceux d'autres écrivains sur la culture (Icaza) ou sur la violence (Gallegos, L.), entre autres.

Dans les années 1940, la pensée sur la ville équatorienne se précise : les précurseurs de la recherche urbaine en Equateur, les architectes Gatto Sobral et Jones Odriozzola, uruguayens de naissance, introduisent dans le pays les théories de l'urbanisme moderne et du fonctionnalisme, développés dans les congrès d'architecture moderne (CIAM), pour réaliser des études visant à la préparation de plans dits régulateurs. Ce n'est pas à proprement parler de la recherche urbaine, c'est une image "idéalisée" de la ville qui est projetée, même si, malheureusement, elle est plus proche des modèles idéo-spatialistes importés de l'étranger que de la réalité urbaine du pays.

La contribution fondamentale à la réflexion sur la ville peut se résumer ainsi : dans premier temps, la ville est une préoccupation, un

objet, indépendant des autres ; dans un second temps, la ville est comme quelque chose d'idéalisé, pouvant être construit grâce à la planification. Il en existe donc une définition dynamique dans laquelle le volontarisme joue un rôle prépondérant. (que cette vision de la ville soit dynamique ne signifie, en aucun cas, que l'on fasse appel à une conception historique de la ville).

L'urbain constitue l'élément d'une problématique locale. Celle-ci s'inscrit dans un cadre général sans atteindre encore les dimensions nationales. La vision de la ville, ainsi définie par les précurseurs de la recherche urbaine, est adaptée à la société.

Cette première approche a malheureusement été sans lendemain ; d'une part, parce que les sciences sociales se confinèrent dans des travaux de type "globalisant" (importants en leur temps, ces travaux ont, cependant, empêché d'approfondir certains domaines tel que celui de la recherche urbaine) ; d'autre part, parce que cette tradition "spatialiste" a vite atteint ses propres limites : vision idéalisée de l'urbain, dans la mesure où l'espace était, en lui-même, l'explication de la ville et par conséquent ne rendait pas compte des forces sociales susceptibles de transformer un intérêt particulier en un intérêt plus vaste.

Cette conception réapparaît dans les années 1970, mais cette fois comme composante d'une tentative globale de l'Etat pour contrôler la vie sociale urbaine. Il ne s'agit pas d'une initiative locale ; elle dénote l'intérêt mis à faire de la question urbaine un problème spécifique dans le cadre national. Cette démarche suppose une vision de la réalité totalement fragmentée, qui rend impossible une appréhension de la ville comme unité. Le discours devient beaucoup plus technocrate : "la vision humaine", héritée des précurseurs, disparaît tout-à-fait sous le flot des chiffres, des formules diverses, des alinéas, etc.

L'inexistence d'une vision de l'urbain comme ensemble est dénoncée, généralement dans des études isolées de "chercheurs" sans grande rigueur théorique ; il n'en reste pas moins que ces travaux ont une grande valeur historique.

L'élaboration d'un mode de pensée, relatif à la ville, entre dans une phase nouvelle lorsque le problème urbain devient un objet ayant des caractéristiques propres et qu'il existe, à ce moment-là, un groupe de

spécialistes qui en font l'étude avec une relative rigueur théorique et méthodologique. De ce point de vue, la recherche urbaine en Equateur est récente : elle se constitue à la fin des années 1970, et au début des années 1980. En signalant cette période nous cherchons à retrouver le moment "fondateur du champ de recherche".

Pourquoi pouvons nous dire qu'elle est récente ? Tout d'abord, par rapport à d'autres champs, comme par exemple, celui de la recherche sur la question agraire qui s'est développée de façon significative depuis 1960, (Pachano, 1985), ou encore par rapport à celui de la recherche en sociologie politique qui s'est développé à la même époque (Cueva, 1975). Ensuite, parce que nous établissons une comparaison à un niveau plus général touchant toute l'Amérique Latine, où la recherche urbaine remonterait au début des années 1960 (Hardoy, 1987)). Mais parce que l'urbain est reconnu comme problème social d'intérêt national depuis le début des années 1970, sa légitimité est antérieure à sa constitution en tant que champ de recherche académique ("... au cours de la dernière décennie, l'Equateur est devenu un pays dans lequel les villes sont déjà le lieu prédominant de la lutte politique. Elles sont aussi le lieu principal du jeu politique dans cette constitution démocratico-libérale qui nous dirige. D'une certaine façon : "le regard des sciences sociales ne nous a que très peu préparé à cela", (Quintero, 1985).

L'émergence de ce moment "fondateur" des études en sciences sociales sur la ville est liée à la conjonction de trois ensembles de facteurs : le processus croissant d'urbanisation du pays, à un point tel que l'urbain devient un problème d'intérêt national ; le niveau de développement atteint par les sciences sociales en Equateur (que ce soit à partir de sa perspective théorico-générale et/ou à partir des thèmes propres à l'urbain) ; enfin la formation d'acteurs sociaux spécialisés dans l'urbain.

II - CONSTITUTION DE LA PROBLEMATIQUE URBAINE

A l'aube de 1980, nous avons affaire à un pays qui, en raison du développement capitaliste induit par l'exportation pétrolière se trouve engagé dans la consolidation de son processus d'urbanisation ; c'est un phénomène économique, politique, idéologique, sociologique et

démographique. A ce propos, nous remarquerons que la population urbaine augmente à un rythme sans précédent : elle passe de 28 % en 1950, à 36 % en 1962, 41 % en 1974 et 49,6 % en 1982. Si la tendance s'est maintenue, la population urbaine doit être aujourd'hui largement majoritaire à l'échelle nationale. Un tel changement s'accompagne de multiples conflits et de problèmes qui découlent d'une façon ou d'une autre du mode de développement capitaliste inégal et combiné qui s'inscrit dans l'ensemble de la société équatorienne.

Ce processus d'urbanisation qui concentre et exclut, tend à désarticuler le réseau urbain national car il induit une croissance illimitée des plus grandes villes au détriment des villes moyennes, villages, hameaux et du secteur agricole ; il tend, également, à augmenter les déséquilibres et les inégalités à tous les niveaux ; à mettre en évidence la différence existant entre la croissance démographique et la dynamique de l'économie urbaine ; à réduire l'action de l'Etat à des mesures visant à se reproduire lui-même ; à augmenter les formes de la ségrégation urbaine, etc. Ce n'est pas un hasard, par conséquent, si les problèmes urbains se manifestent chaque fois avec plus de violence à l'intérieur des villes ; c'est ainsi par exemple, que nous n'avons pas de politique urbaine, que la fiscalité municipale est défailante, que les équipements et services collectifs sont insuffisants, que nous sommes face à une inflation galopante, au chômage, au manque de logement et à une organisation territoriale désuète.

On assiste à une généralisation de la problématique urbaine du niveau local au niveau national. Cela constitue une caractéristique du processus d'urbanisation dans notre pays : ce processus s'étend à l'ensemble du territoire national ; ce problème critique, est vécu par la majeure partie de la population équatorienne. L'urbain constitue le lieu et l'axe du nouveau modèle d'accumulation.

L'Etat n'est pas totalement étranger à ce processus, au contraire, non seulement il l'a accompagné mais encore il l'a accentué. La planification urbaine c'est la réponse étatique à un processus devenu incontrôlable, la réaffirmation d'une légitimité en péril. La problématique urbaine tout d'abord perçue et définie par la société civile finit par être légitimée par l'Etat.

Pour les sciences sociales, la perception de la ville comme problème social d'importance nationale représente un important pas en

avant : le problème identifié devient un objet de recherche.

III - LE DEVELOPPEMENT DES SCIENCES SOCIALES

Au début des années 1980, parallèlement à la constitution d'une problématique urbaine, les sciences sociales se sont institutionnalisées et ont atteint dans le pays un haut niveau de spécialisation et de professionnalisation.

La spécialisation croissante des sciences sociales en Equateur dont la thématique urbaine est une composante, est due au développement de nouvelles catégories, concepts et instruments méthodologiques. Ce développement ouvre aussi de nouveaux champs de recherche. C'est une étape qui dépasse les visions "globalisantes" de la réalité qui, il convient de le dire, furent nécessaires en leur temps pour donner un cadre d'ensemble à ce processus même de spécialisation.

En rapport avec le thème urbain on trouve, par exemple, des travaux sur le territoire, en tant que concept social : c'est lui qui permet de donner une plus grande place aux éléments régionaux, urbains, à l'urbanisation, mais aussi de reprendre, avec un nouveau regard, l'étude d'anciens thèmes tels celui de la reproduction de la force de travail, des migrations de population et des mouvements sociaux.

Les sciences sociales ne peuvent échapper à la tâche qui leur incombe : comprendre et contribuer à la connaissance des nouveaux problèmes qui se posent au pays. La recherche urbaine est un thème récent dans les sciences sociales. Elle a contribué à l'accroissement des connaissances générales dans le domaine, par exemple, du rôle de l'Etat (à partir des études sur les municipalités) ou dans celui des mouvements sociaux, grâce aux recherches sur l'organisation des quartiers ou encore dans celui de la reproduction de la force de travail avec les études sur les stratégies de survie et la ségrégation résidentielle, entre autres.

Résultat de deux approches complémentaires, l'une théorique, l'autre empirique, nous assistons alors à un développement des sciences

sociales qui commencent à traiter l'élément urbain, la ville, comme une variable autonome, un domaine indépendant.

L'institutionnalisation des sciences sociales a, par ailleurs, été un facteur important dans la naissance de la recherche urbaine : il faut souligner l'importance fondamentale qu'a eu la création de quelques centres autonomes de recherche, l'apparition d'une nouvelle génération de chercheurs formés dans un contexte de luttes urbaines, la constitution de nouveaux espaces de diffusion de débat et de formation.

IV - LA FORMATION DES ACTEURS DE LA RECHERCHE URBAINE

Les acteurs de la recherche urbaine ont suivi une formation à la fois régulière et soutenue, à l'image du développement des sciences sociales dans ce domaine. On peut ici renvoyer aux institutions productrices de connaissances, qu'elles soient privées, autonomes, universitaires, étatiques ou internationales et aux individus directement impliqués dans la recherche (cf. annexes III et IV).

La formation des chercheurs dans le domaine urbain de nos facultés d'architecture au début des années 1970, ainsi que la place des architectes parmi les formateurs, sont à l'origine de certaines faiblesses de la recherche urbaine mais aussi de certains de ses aspects positifs. Il est, par exemple, nécessaire aujourd'hui de dépasser une forme de pensée structurée à partir de la catégorie spatiale s'exprimant à travers des formes graphiques propres à la géométrie euclidienne et qui, par extension, et jouant sur la différence d'échelle, peut également servir à faire l'analyse d'un projet d'un édifice, d'une ville, d'une région, d'un pays.

La période citée - le début des années 1970 - sera stigmatisée par un euphémisme la *sociologización de la arquitectura* ; il visait en réalité à disqualifier une approche sociale différente de celle des architectes, approche pourtant considérée aujourd'hui comme la seule issue à la crise de l'exercice libéral de l'architecture.

Mais l'offre de formation se diversifie : citons, le programme universitaire FLACSO, et ses maîtrises (1979-1981, 1981-1983) ; l'IECE

et son intérêt permanent pour le développement de qualification reconnu à l'étranger ; les cours, ateliers et séminaires de tous ordres organisés par les universités et les centres de recherche. Cette qualification s'inscrit dans le cadre d'une spécialité (instruments, thèmes, problèmes spécifiques) et a un caractère systématique (cursus, création de langages, etc.) (Verdesoto, 1985) ; les centres de recherche s'en trouvent renforcés, tout comme les moyens de diffusion des connaissances et les lieux de discussion.

Cet ensemble d'activités a permis de créer une offre de spécialistes relativement significative, nettement insuffisante cependant, mais ayant, malgré tout, réussi à avoir des effets positifs et à développer une demande, bref, à produire des effets importants à des niveaux encore inconnus. Ce n'est donc pas le fait du hasard si, dès ce moment-là, nous assistons à :

a) un renforcement des centres de recherche spécialisés dans la thématique urbaine et régionale, et notamment de ceux qui se montrent les plus intéressés par la question, tel le Centre de recherche CIUDAD à Quito, le CERG (Centre d'Etudes Régionales) à Guayaquil, l'Institut Scientifique de Recherches Technologiques (IICT) de Cuenca, le Centre Andin d'Action Populaire (CAAP), le Centre d'Etudes et de Planification Economique (CEPLAES), le Centre Equatorien de Recherche Géographique (CEDIG), l'Institut de Recherches Sociales (IDIS), le Centre de Promotion et de l'Emploi du Secteur Urbain (CEPESIU). On remarque tout de suite que la recherche est extrêmement institutionnalisée et que la conception positiviste du développement de la connaissance fondée que une addition d'expériences isolées, est dépassée ;

b) un accroissement du nombre des publications spécialisées sur les thèmes urbains comme, par exemple, les ouvrages édités par le Centre de Recherche CIUDAD ; notons, également, la reconnaissance explicite de la recherche urbaine dans des publications nationales et étrangères.

Dans les premières se trouvent les numéros monographiques des revues :

Ciencias Sociales (vol. IV, 13, 1981),
Ecuador Debate (n° 7, 10, 1985),
CEDIG : Documentos de Investigación (n° 5, 1984) ;

ainsi que certains articles des revues suivantes :

Cultura (Banco Central del Ecuador),
CEPEIGE (Centro Panamérico de Geografía e Historia),
Economía y Desarrollo (Instituto de investigaciones económicas,
 PUCE),
Trama (Revista de Arquitectura)

Quant aux secondes, elles mettent en valeur le fait que la recherche urbaine nationale est reconnue sur un plan international à travers les publications impulsées par des organismes internationaux tels que :

la Société inter-américaine de Planification (SIAP),
 le Conseil Latino-américain des Sciences Sociales (CLACSO),
 le Programme Latino-américain de Peuplement (PROLAP),

ou encore dans des revues publiées dans d'autres pays comme :

Espacios y Debates du Brésil,
Ciencias Sociales de Mexico,
Medio Ambiente y Urbanización en Argentine,
Foro en Colombie, etc.

c) un développement des espaces de discussion et de débats permanents : les Journées Culturelles annuelles *Ciudad y Sociedad* du Groupe CIUDAD, les Biennales d'Architecture du Collège d'Architectes d'Equateur (CAE), les Symposiums sur le Développement Urbain organisés par l'IICT à Cuenca et l'Université Catholique de Guayaquil, les nombreux séminaires internationaux qui ont eu lieu depuis 1980 (au cours des cinq dernières années, il y a eu en moyenne trois manifestations de niveau international par an).

d) une plus grande orientation des connaissances acquises vers la qualification professionnelle, l'apparition d'une opinion publique et le développement de solutions alternatives et contestataires face aux problèmes existants.

Que pouvons-nous dire de la recherche aujourd'hui ? Elle se trouve dans une étape de transition : on cherche un cadre théorique (mais non pas une théorie) définissant le domaine d'investigation qui lui soit propre. Cette situation explique, en grande partie, le fait que certaines recherches semblent manquer de cohérence théorico-méthodologique, et, que la rigueur leur fasse défaut dans la mise au point des énoncés : sans ôter aucun mérite toutefois à l'effort de perception et de créativité, dont elles font preuve, pour pallier ces déficiences. Il est vrai que leur caractère relativement récent, l'ampleur de la problématique définie par certains auteurs sous le terme de crise urbaine (Carrión, F., 1984) et la nécessité dans laquelle on se trouve d'y remédier dans les plus brefs délais, font de la recherche urbaine un terrain d'étude paraissant plus nettement attaché à la solution des problèmes que d'autres disciplines. De là aussi l'explication de la raison pour laquelle la recherche de solutions alternatives a été privilégiée par rapport à la production académique. La dynamique de l'urbanisation nationale est soumise à un tel processus d'accélération que le temps fait défaut pour s'attarder sur le contenu théorique sous peine d'être dépassés par les événements.

La réflexion, récente pourtant, commence à porter ses fruits. Elle souligne la nécessité de construire un cadre théorique définissant les limites dans lesquelles l'élément urbain deviendrait un terrain d'analyse autonome.

L'émergence de l'urbain, en tant que sujet de recherche, passe en effet inévitablement par la construction d'un cadre théorique approprié qui, partant de la théorie et de thèmes issus de la réalité empirique, soit capable de délimiter l'objet de l'étude. C'est pourquoi nous suivons la même logique : nous présenterons les tendances théoriques fondamentales avant de reconstruire le processus de définition thématique.

V - LES TENDANCES THEORIQUES DOMINANTES

Avertissement : nous avons choisi de faire figurer, sous forme de références bibliographiques, les auteurs dont les études représentent le mieux chacune des conceptions citées pour que leur lecteur puisse, s'il le souhaite, se référer aux premières sources. Les textes cités entre

parenthèses correspondent aux études nationales, dont les références sont indiquées dans l'annexe bibliographique.

En dépit du caractère contraignant, que représente la classification théorique et méthodologique des travaux menés dans le cadre de la recherche urbaine, malgré les risques qu'implique ce genre d'exercice, il nous semble important d'essayer d'identifier des "frontières". Malgré le manque apparent de cohérence conceptuelle, il est possible de distinguer trois grands blocs correspondant, d'une certaine manière, aux tendances théoriques suivantes :

- la tendance "fonctionnaliste structurelle" ;
- la théorie de la dépendance ;
- une tendance en cours d'élaboration, que nous qualifierons d'éclectique.

5.1. Le fonctionnalisme structurel (Parson, Talcott, *Ensayos de Sociología*, Ed. Paidos, Buenos Aires, 1967) incarné par la théorie de la modernisation (Germani, Gino, *Sociología de la modernización*, Ed. Paidos, Buenos Aires, 1969), s'ouvre, au moment de traiter le problème urbain, sur deux pistes complémentaires : la première se réfère au processus d'urbanisation, par l'intermédiaire des éternelles dichotomies rural-urbain, traditionnel-moderne, industrie-agriculture, etc (Dorselaer y Gregory, *La urbanización en América Latina*, Ed. Feres, Friburgo, 1962) ; la seconde, revoie au processus urbain, à travers les énoncés d'écologie urbaine et de marginalité sociale.

L'écologie urbaine, principalement développée à Chicago dans les années 1920, peut être considérée, selon Remu et Voue (1976), comme l'élément fondateur de la sociologie urbaine. En dernière instance, elle se définit selon trois critères : le **critère écologique** (zonage de ségrégations, etc.), le **critère naturel** (formation spontanée - par opposition à la régulation sociale, à la planification - d'"aires naturelles", pour classer les fonctions et les populations), enfin le **critère moral** (constitution d'un ordre culturel provenant de la confrontation entre une société mécanique et rurale, et une société organique et urbaine). Ces trois critères sont inter-connectés. Ce modèle classique a subi des transformations quant à son application récente dans le pays, mais son essence même n'a pas été modifiée (Cf. Park, Robert, *et alii*, *The city*, University of Chicago, Chicago, 1925).

La théorie de la marginalité apparaît dans les villes latino-américaines pour expliquer le problème urbain qui s'est posé dès l'après-guerre, lorsque le processus d'urbanisation en Amérique Latine s'intensifie. Les quartiers populaires, situés sur les marges (ce thème étant utilisé dans son acception écologique), furent les premiers à être considérés comme marginaux ; ils l'ont été, notamment, par le fait qu'ils sont le résultat du démantèlement de la propriété privée, suite à des invasions, et que leur formation récente est le fait de migrants aux caractéristiques "anormales". Le problème le plus visible étant celui du logement, cette variable est progressivement devenue le facteur explicatif de la marginalité et de la ville.

La notion de marginalité s'est, par la suite, enrichie de l'apport de nouveaux éléments (emploi, participation, déficit, etc.) pour se transformer en un élément descriptif qui est essentiel dans la caractérisation de la pauvreté qui touche un fort pourcentage de la population (cf. Desal, *La marginalidad en América Latina*, Santiago, 1967 ; on peut aussi revoir à ce propos des textes critiques comme ceux de Quijano, Nun, Kowarick, etc.).

Le grand courant, dont il est question ici, trouve son expression principale dans les documents officiels. C'est le cas, par exemple, de plans d'urbanisme, notamment ceux émanant des municipalités (selon Ledrut, 1968, nous considérons la planification urbaine à partir de son objectif politique, c'est-à-dire comme un "moyen de contrôle social de l'ordre urbain") ; ils visent à résoudre certaines pathologies sociales (déficits en services, en équipements, etc.), déjà connues et diagnostiquées dans le cadre d'une fonctionnalisation souhaitée et qui ajuste la "modélisation spatiale" à la répartition de la population, aux fonctions urbaines principales, à l'usage des sols, à la ségrégation résidentielle, aux moyens de consommation collectifs, etc.

On ne peut ignorer que, par tradition, ce sont ces études là qui ont fourni le plus grand nombre d'informations. Mais c'est une arme à double tranchant. D'abord, parce que toute information véhicule une conception théorique qui lui donne son fondement, ensuite parce que ces études, ayant un caractère officiel, ne sont pas l'objet d'une critique.

Il n'y a pas que dans les documents d'urbanisme que ce paradigme se faufile ; on le retrouve dans une profusion de travaux réalisés

de façon indépendante, ou bien complémentaires les uns des autres. Citons, par exemple, les analyses relatives aux "quartiers périphériques" (barrios periféricos) de Quito (I. Municipio de Quito, 1983), ou aux équipements et aux services (Universidad Católica, 1982).

Le discours officiel présente une autre variante ; c'est d'ailleurs plus une justification qu'une proposition, même si, de fait, on la rencontre aussi à la base des énoncés politiques. Elle a un rapport certain avec les formules de type néo-malthusien proches des conceptions générales "fonctionnalistes structurelles". Ce genre d'acceptation se rencontre fréquemment dans les déclarations officielles des responsables municipaux ou dans les éditoriaux des principaux journaux du pays. En dernier ressort, cette tendance cherche à démontrer que la croissance de la population urbaine (due principalement aux migrations) est la cause des problèmes urbains (déficit en services, logements, emplois, etc.) et d'un processus régressif de "ruralisation des centres urbains" ou de "villes paysannes" qui nous amène à des réflexions telles que : "*todo tiempo pasado fue mejor*" (le passé était une époque meilleure) ou encore : "*la ciudad que nos espera en el futuro*" (la ville qui nous attend à l'avenir).

Le courant de pensée fonctionnaliste structurel est également très présent dans le monde académique à travers "l'anthropologie urbaine". On peut, à ce titre, trouver des recherches intéressantes effectuées par des écoles de service social et d'anthropologie ainsi que par Naranjo (1980), Villavicencio, Gl. (1973) et Burgos (1968). Dans le cadre de la "géographie urbaine", on peut mentionner des thèmes comme ceux du *Central Business District* (Ryder, 1984), ou de l'organisation urbaine (Gómez, 1982). Les plus grands développements de ce courant de pensée se trouvent dans les travaux entrepris par des institutions telles que le CEDIG, le CEPEIGE et l'IGM. En "sociologie urbaine", deux thèmes ont dominé : celui des "barrios" périphériques et suburbains d'une part, (Moser, 1981 ; Ulloa, 1981 ; Municipio de Quito, 1983) ; celui de la population marginale d'autre part (Del Campo, 1983) ; enfin, celui de l'emploi, (CEPESIU, 1983).

5.2. La théorie de la dépendance naît en Amérique latine comme l'un des éléments du débat idéologique à propos de l'empirisme et aussi comme alternative et réponse aux versions "fonctionnalistes structurelles" qui réduisent le problème des régions périphériques au binôme développement/sous-développement. Ce paradigme établit, lorsqu'il

aborde le problème urbain, une différence entre le processus d'urbanisation et le processus urbain. En ce qui concerne le premier : "*la tesis central del enfoque sostiene que la urbanización en Latinoamérica es un fenómeno dependiente*" (la thèse centrale consiste à dire que l'urbanisation en Amérique Latine est un phénomène dépendant) (Quiñajo, 1973) ; quant au processus urbain, il est paralysé et conceptualisé "*en términos de la reproducción de la fuerza de trabajo y la ciudad en términos de unidad de este proceso de reproducción*" (en termes de reproduction de la force de travail et la ville comme permettant la synthèse de ce processus de reproduction) (Castells, 1980). Même si les développements théoriques de Castells et ses disciples ne sont pas spécifiques aux régions périphériques, nous les avons rattachés à cette tendance pour deux raisons : parce qu'ils ont la même origine théorique, et parce qu'en Amérique latine ils se sont répandus au même moment (Castells, M., *La Cuestión Urbana*, Ed. Siglo XXI, 1980). Ce paradigme s'appuie, également, sur la théorie dite du reflet comme instrument pour établir la relation entre l'élément social et l'élément spatial. Castells signale, à ce sujet, que le processus, grâce auquel l'espace est structuré, est celui qui se réfère à la reproduction simple et élargie de la force de travail. Les unités urbaines seraient au processus de reproduction ce que les entreprises sont au processus de production. Les villes sont des unités organisant la consommation. Les moyens de consommation sont produits par l'Etat et ont donc un caractère collectif. La tendance permanente du capitalisme, pour qu'il en soit ainsi, est à l'origine de la crise urbaine et des mouvements sociaux urbains.

Cette tendance théorique a eu un plus grand impact sur le processus urbain équatorien. Cependant, dans ce domaine, on ne peut ignorer les travaux réalisés par Del Campo (1978), Egas (1974), Villavicencio, G. (1982), dont les prises de position ont été, à l'époque, importantes. Parmi les travaux relatifs à l'urbain, on peut citer ceux de Narváez (1976) sur le processus de métropolisation, ceux de Ulloa et de Naranjo (1975) portant sur la rénovation urbaine, celui de Herdoiza (1977) sur le Centre Historique.

Les deux tendances théoriques (structurelle-fonctionnaliste et dépendantiste) ont eu peu d'impact sur la production académique dans notre pays. Ceci s'explique, en partie, par le fait que l'apparition de l'élément urbain comme terrain important d'analyse se produit au moment même où se réalise la professionnalisation et

l'institutionnalisation des sciences sociales en Equateur ; ou, ce qui revient au même, l'élément urbain apparaît comme l'une des préoccupations majeures à la fin des années 1970 lorsqu'il devient évident, et les sciences sociales le reconnaissent, c'est-à-dire au moment où une grande partie de la critique envers les tendances avait été formalisée et que d'importants progrès commençaient à apparaître dans un autre domaine. Il faut malgré tout reconnaître la différence de fond qui existe entre la théorie de la dépendance, avec son côté contestataire, alternatif et nouveau, et la conception structurelle-fonctionnaliste. Le volume des travaux s'appuyant sur la théorie de la dépendance est encore très important, surtout dans les universités ; mais, compte tenu de leur qualité douteuse et de leur mauvaise diffusion, il convient de signaler qu'ils n'ont pas connu un grand succès (ceci nous conduit à penser qu'il est nécessaire de prendre connaissance de ce qui est au sein des institutions comme les universités, les organismes de l'Etat, les centres de recherche, etc. En fait, il faut réaliser une "recherche sur la recherche" pour sauver des études inédites et en approfondir d'autres (plus que ce que nous faisons dans cet ouvrage), non seulement pour "savoir ce qui est fait", mais aussi pour récupérer de l'information et d'éventuelles contributions à la connaissance.

5.3. La troisième tendance, en cours d'élaboration, est celle que nous avons surnommée la tendance éclectique. Nous la définissons comme éclectique, pour l'instant, à cause de la multiplicité des synthèses possibles. En réalité ce n'est pas la meilleure dénomination en raison de la connotation péjorative du terme, (il convient, cependant, de signaler qu'il s'inscrit dans les courants de pensée marxiste qui ne considèrent pas que leurs concepts soient quelque chose d'achevé, de dogmatique et de sectaire). La crise des paradigmes théoriques et, par conséquent, des approches des problèmes urbains, rend impérative une révision critique de l'ensemble des formulations existantes. C'est une période très riche où l'on constate que la théorie n'est pas figée mais qu'elle évolue sans cesse ; il s'agit d'un moment crucial aussi puisque la construction d'un système conceptuel passe, nécessairement, par "l'importation" critique de catégories issues de divers cadres théoriques ; le danger, en contre-partie, est de tomber dans des conceptions peu rigoureuses ou incohérentes. Mais cela implique aussi une confrontation et un débat qui seront l'occasion, à n'en pas douter, d'une élaboration des méthodes d'approche et de définition interdisciplinaires et collectives du domaine d'analyse (les principaux développements sont en cours dans les travaux

de : Kowarick (1984) qui propose le concept de "spoliation urbaine", de Rodriguez qui analyse l'utopie de la "ville démocratique" ; de Hardoy qui explique la nécessité de "repenser la ville latino-américaine" ; de Calderón (1984), qui intègre le problème "ethnique", à son analyse de la ville.

Nous avons là une conception qui commence à prendre corps dans l'ensemble de l'Amérique Latine ; elle a son point de départ dans la politisation croissante de la manière dont est élaboré le problème urbain, conséquence de la crise urbaine. De là, l'importance de certains champs d'analyse tels que le pouvoir local, les municipalités, les mouvements de quartiers, etc... et l'émergence de nouveaux thèmes contre l'écologie, les femmes, les enfants, la qualité de la vie.

Ces postulats ne peuvent être ni définis par un seul penseur qui tenterait de les synthétiser, ni caractérisés par une seule forme d'approche de la réalité : ils apparaissent comme combinatoires de plusieurs formes : parmi celles-ci, il faut signaler la confluence de la recherche académique classique et de la recherche-action-participative dont l'importance s'accroît chaque jour davantage. Cette démarche met en quelque sorte le chercheur en relation plus directe avec le problème et tend à rompre la traditionnelle séparation entre le chercheur et l'objet de la recherche (García, 1985 ; CEPLAES, 1984 ; Rivadeneira et Pérez, 1987). Bien entendu, cela dépend aussi de l'objet de la recherche et des possibilités de mettre en oeuvre cette méthode.

VI - LES GRANDS THEMES ABORDES

Dans l'état actuel de la recherche urbaine dans le pays, il est important d'analyser aussi l'élément urbain d'un point de vue autre que strictement théorique. C'est la raison pour laquelle il nous semble utile de revenir à la question des thèmes traités.

6.1. Processus d'urbanisation

Nous commençons par ce thème car il a été l'un des plus anciens celui qui a été à l'origine des premières recherches. Ceci peut s'expliquer,

dans une certaine mesure, par le fait que l'on a commencé très vite à prévoir ce qui pourrait se passer dans les villes soumises à une croissance inégale, fortement concentrée et porteuse d'exclusions ; mais cela peut également s'expliquer par le fait qu'il s'agit de l'une des caractéristiques les plus remarquables de l'histoire récente de l'Equateur. Nous nous trouvons devant la situation suivante : l'ensemble des études réalisées ne dissimule pas que ce thème soit mal connu. Ainsi nous n'avons que très peu d'éléments sur son origine, sa nature, ses causes et sa dynamique ; en revanche, on connaît bien les résultats du processus : la concentration et sa réalité bicéphale présentées comme les caractéristiques les plus visibles du processus d'urbanisation, ce constat étant presque toujours accompagné d'une prise de position "anti-urbaine". On associe, en général, urbanisation et concentration, cette dernière étant, d'ailleurs, analysée à partir de préceptes moraux figés et sans passé historique qui ne contribuent en rien à l'amélioration de l'état des connaissances, dans le domaine.

Cette situation peut s'expliquer au moins de deux manières : d'un côté, le phénomène présente des caractéristiques récentes extrêmement complexes et très évolutives, et, d'un autre côté, l'interprétation, proposée jusqu'à présent par les sciences sociales, révèle l'inexistence d'un système conceptuel capable de fournir une explication appropriée.

La plupart des études relatives au processus d'urbanisation en Equateur a comme point commun dominant l'importance prise par la conception écologico-démographique. Pour celle-ci dans sa forme classique (Eldrige, 1956), le processus d'urbanisation se définit de la manière suivante : "(il s'agit) d'un processus de concentration de la population qui s'opère par la multiplication des points de concentration et par l'augmentation en taille de la concentration individuelle", en chiffre absolu cet énoncé général (accroissement du nombre de la population et de sa densité) a donné lieu à d'autres développements tels que la prise en compte du critère administratif (celui qui sert de base aux recensements nationaux) ou encore du critère dit de "base économique" qui a comme origine la mise au point d'un indice établi à partir de la relation existant entre la répartition de la population entre les différents secteurs d'activités et certaines échelles territoriales. Il s'agit, sans aucun doute, du courant qui a le plus d'audience, et certainement de celui qui a permis d'obtenir le plus de résultats. Affirmer cela n'autorise pas à ignorer l'une

de ses limites majeures : celle de s'en tenir aux caractéristiques les plus notables de l'urbanisation et de donner généralement lieu à des formulations descriptives et peu interprétatives. Deux situations extrêmes se présentent : l'une s'épuise dans l'analyse de ces variables (Carrión 1986) tandis que l'autre essaie de proposer, avec des résultats inégaux une explication d'ordre plus général et de type structurel (Larrea, 1986; Riz, 1986). Dans les deux cas, le débat central porte sur les caractéristiques quantitatives de l'urbanisation nationale qui, par rapport aux schémas et tendances générales de type *rank size correlation* (réseaux, systèmes, trames urbaines, primautés, etc.) développées dans les pays centraux ou latino-américains, conduisent à des énoncés anti-urbains et à la mise en valeur des pathologies, distorsions et anomies.

Il faut aussi mentionner les courants d'interprétation structuro-fonctionnaliste, aspect de la théorie de la modernisation (Hurtado) (a), et dépendantiste (Del Campo) (b) :

a) D'une façon générale, cette conception associe la définition écologico-démographique à la définition sociologique ou culturaliste : le processus d'urbanisation est perçu comme "le passage ou la mutation d'un style de vie rural à un style de vie urbain qui peut apparaître de deux façons ou dans deux étapes : - par la croissance des villes existantes ou la création de villes nouvelles, - par l'extension du style de vie urbain aux territoires ruraux qui entourent la ville" (Dorselaer et Gregory, 1962) ;

b) Selon la définition de Quijano, la plus proche de celle de Del Campo, l'urbanisation "consiste en une expansion et une modification des secteurs urbains déjà existants dans la société, la conséquence étant que les relations urbaines-rurales ont tendance à se modifier, conditionnant et stimulant, de ce fait, des changements qui affectent les secteurs ruraux eux-mêmes. Ces changements ne touchent pas seulement le domaine écologico-démographique mais aussi chacun des domaines institutionnels à partir desquels peut être analysée la totalité de la structure sociale, c'est-à-dire les cadres économique, écologico-démographique, social, culturel et politique. Il s'agit d'un phénomène multidimensionnel qui est l'une des expressions les plus importantes du processus de changement de nos sociétés" (Quijano, 1968). Ces courants n'ont eu que peu de retentissement dans le pays ; cependant, sur le plan qualitatif, ils ont une grande importance puisqu'ils nous révèlent l'état dans lequel se trouvait la recherche à ce moment précis :

l'urbanisation était traitée comme thème secondaire, parmi d'autres préoccupations "majeures". Par ailleurs, ces courants ont tenté de conserver "l'urbanisation" comme objet d'analyse autonome, ce à quoi on parviendra, ultérieurement, en utilisant la notion de "processus" dans l'interprétation de l'urbanisation (Carrión, 1986 ; Deler, 1987).

6.2. Histoire urbaine

Le thème a retenu toute l'attention des spécialistes qui l'ont étudié dans deux perspectives différentes.

Dans la "première", l'élément urbain se présente simplement comme une scène, un lieu où s'expriment, partiellement, les divers des aspects de l'histoire : *el arte y la arquitectura* (Vargas, 1944 ; Nurnberg, 1982) ; les *gestas libertarias*, la fondation des villes (Descaldzi, 1979) ou la vie quotidienne, racontée par les écrivains ou vue par des photographes.

Dans la "seconde", on aborde l'urbain en tant qu'objet historique et objet appartenant à l'histoire, sans préciser clairement toutefois cette différence. A ce propos, le séminaire qui s'est déroulé sur le thème "Las ciudades en la historia" (Kingman, 1987) a eu l'avantage de poser le problème de la nécessité de maintenir au niveau théorique et empirique cette distinction. On peut donc dire que le séminaire a marqué une étape dans la recherche urbaine sur ce thème. Autre fait remarquable, on y a noté la présence d'historiens formés scientifiquement, porte-flambeaux de la nouvelle génération de jeunes chercheurs. Dans les actes du séminaire, est publiée une introduction de Kingman et de Carrión analysant, dans le détail et en profondeur, non seulement les interventions présentées à cette occasion, mais également un "bilan de l'état de la question".

En ce qui concerne cette seconde perspective, les travaux portent sur l'ensemble d'une ou plusieurs villes comme sur certains de leurs aspects. Nous citerons, par exemple, l'étude de Kingman (*et alii*, 1984) qui tente de faire une analyse comparative de Quito, Guayaquil et Cuenca ; l'étude de Carpio (non datée) sur les étapes de la croissance de Cuenca ; celles de Achig en 1983 et Carrión en 1985 sur la ville de Quito ; celle de Hamerley en 1973 sur Guayaquil. La même démarche existe pour les études partielles portant sur des quartiers (Estrada Icasa, non datées), des centres historiques (Hardoy, 1984 ; Pauta, 1980), ou

certaines organisations à caractère urbain (Rodriguez, Villavivencio, 1982).

C'est un domaine, cependant, dans lequel il reste encore beaucoup à faire et notamment en ce qui concerne les travaux de recherche menés au cours de périodes spécifiques à partir d'une information primaire (archives, documents, etc.). Deux résultats sont déjà sur le point d'être atteints : la conquête de la spécificité de l'élément urbain dans l'analyse historique et, le début d'une approche historique de l'élément urbain en tant que processus, ce qui implique, en particulier, de dépasser les schémas traditionnels, "évolutionnistes", et "linéaires".

6.3. Structure urbaine

Le thème de la structure urbaine a été, de la même manière, privilégié par les chercheurs, et des progrès ont été réalisés dans la compréhension et la conception du thème. Il s'agit de recherches qui partent depuis la logique organiciste, pour la compréhension de la ville (Jones, 1949 ; Paz et Miño, 1960) et passent par l'étude de la ségrégation et la structure urbaine (Carrión, D. *et alii*, 1978 ; Narváez, 1976), pour parvenir à l'envisager en tant que processus (Carrión, F., 1985). Sont également pris en compte d'autres aspects partiels de la structure urbaine comme, par exemple, la centralisation urbaine (Carrión, F., 1983 ; Arizaga *et alii*, 1984), les quartiers en tant que phénomène urbain (CIUDAD, 1982) ou certains éléments constitutifs de la structure urbaine, tels le commerce (Cazamajor, 1984), les politiques municipales (Torres, 1985), etc.

6.4. Marginalité urbaine

La marginalité urbaine a toujours été l'un des thèmes traditionnellement abordé dans notre pays ; elle a été étudiée à partir de deux axes principaux : l'emploi urbain (Placencia, 1985 ; Kritz, 1982), les quartiers et le logement populaire (Moser, 1985). Les recherches ont abouti d'un côté, à l'analyse des formes et des degrés d'exploitation de la force de travail, des mécanismes de reproduction et des stratégies de survie (Pérez, 1985 ; León et Unda, 1985), d'un autre côté, à l'étude des mouvements revendicatifs urbains (Jácome, non daté ; García, 1985 ; Unda, 1985).

Il est intéressant de suivre le chemin parcouru. La critique de la théorie de la marginalité commence avec des travaux que nous qualifierons de pionniers, portant sur Guayaquil, Esmeraldas, Puerto Bolívar, etc., et sur les "couches populaires urbaines". Si ces études ne sont pas parvenues à dépasser le stade descriptif de la recherche et le type d'analyse marginaliste, elles apportent, cependant, une connaissance empirique de certains aspects inconnus du problème et, par dessus tout, elles introduisent le débat sur les implications de l'analyse marginaliste en Equateur (Del Campo, 1973 ; Jácome et Martínez, 1980). Des progrès ont été rapidement faits, et il faut mentionner ici les études ayant établi le rapport entre la marginalité urbaine et l'Etat, soit au travers des différentes interprétations du "populisme" (Quintero, 1980 ; North, 1985), ou des diverses formes de "clientélisme" (Menéndez, 1986 ; Lesser, 1987).

Il ne faut pas oublier de noter le progrès que représente, à l'intérieur des conceptions libérales de l'économie, les développements prévisibles à partir de la définition de la "marginalité urbaine" étudiée par De Soto, en 1987, pour le Pérou.

6.5. Politiques urbaines

Le thème, conçu, lui aussi, par la tradition comme se réduisant à la planification, se "politise" progressivement à la suite notamment de l'aggravation des problèmes urbains dans nos villes, et du développement des revendications sociales réclamant des améliorations de la qualité de la vie. Les "documents d'urbanisme", largement diffusés lors du boom pétrolier, doivent être abordés dans une double perspective :

1- comme source secondaire de renseignements, étant donné la quantité de données et de connaissances qu'ils contiennent ;

2- comme source primaire de renseignements, dans la mesure où il est nécessaire de prendre en compte les propositions, les débats, les conclusions, les interprétations, qu'ils réunissent. Autrement dit, cet aspect aussi mérite une recherche particulière sur les diagnostics, les propositions et leurs conséquences.

Dans un premier temps, il s'agissait, exclusivement, de présenter le contenu des plans élaborés pour les villes (Menéndez, non daté ; Peralta, 1979) pour parvenir à une critique tant de ces plans que de leurs aspects institutionnels (Carrión, D., 1985). Depuis lors, est apparue une nouvelle

approche qui aborde la logique du pouvoir (comme pouvoir local), la logique de l'Etat (en tant qu'organisme municipal). Participent à cette préoccupation, les travaux de Torres (1985) sur les communes, ceux de Carrión, F., sur la politique financière de la municipalité de Quito (1987) et sur le pouvoir local des villes moyennes (1985), ou encore ceux de Chribaboga (1983) et de Verdesoto (1980) sur le pouvoir local vu dans une perspective régionale. On peut dire qu'il s'agit là d'un thème sur lequel va vraisemblablement se déplacer une partie importante du débat sur l'urbain.

6.6. Economie urbaine

L'étude de ce thème comporte encore, malgré son importance croissante, de nombreuses incertitudes. L'une d'entre elles est, d'une certaine manière, l'impossibilité notoire d'éclaircir la différence entre la localisation des activités économiques au sein des villes (urbanisation de l'économie) et ce qui explique, réellement, le mouvement économique des villes (économie urbaine). Cependant, certaines pistes commencent à donner consistance et continuité à ce thème ; nous trouvons par exemple :

- la recherche d'une explication du développement urbain, à partir de certaines fonctions urbaines prédominantes, comme le fait Bromley (1980) avec l'insistance mise sur l'activité commerciale ;

- la série d'études sur le marché du travail urbain, de divers points de vue, parmi lesquelles nous citerons Farrel (1982), Tockman (1975) et PREALC (1976), entre autres ;

- un effort notable de réinterprétation de la logique de la reproduction de la force de travail, développé par Pérez (1985), qui souligne, en toile de fond, la nécessité analytique de déterminer quelle articulation existe entre deux instances de relations apparemment différentes : l'usine et le quartier ou la ville ;

- on ne peut, enfin, méconnaître les travaux qui cherchent à découvrir la logique de l'implantation territoriale des activités économiques, comme celles des marchés et des foires, étude réalisée par Cazamajor en 1984.

6.7. Le logement

Le thème du logement, qui prend une grande importance dans l'ensemble de l'Amérique Latine à partir des années 1960, commence, depuis peu, à être un motif sérieux de préoccupation. La thématique a évolué rapidement à partir des conceptions purement quantitatives en terme de déficit (qu'on ne présentait même pas comme la caractéristique dominante et principale du problème mais plutôt comme si son explication s'épuisait en elle-même : JUNAPLA, non daté) pour en arriver à considérer le logement comme une "question" autour de laquelle, doivent être abordés des problèmes tels que :

- a) le déficit en logement (De La Bastida, 1984) ;
- b) les mécanismes d'accès au marché foncier (Valencia, 1984 ; Oquendo, 1983 ; Carrión, D., 1985) ;
- c) les caractéristiques des formes traditionnelles de construction et des technologies appliquées au domaine rural (Pérez *et alii*, 1984) et à la ville (Larrea *et alii*, 1985) ;
- d) les conditions dans lesquelles sont définies les politiques de logement menées par l'Etat (Aguirre, 1984 ; Villavicencio, 1981).

L'exemplaire monographique de la revue Ecuador Debate, n°10, 1986, montre, outre une conception structurelle plus achevée, deux faits importants : l'absence significative de la partie économique-financière de la "question" et, également, le fait qu'il s'agisse d'un thème qui n'est pas resté uniquement sur le terrain de l'analyse ou des interprétations critiques ; il a progressé vers les recherches d'alternatives et de solutions.

6.8. Nouveaux thèmes

Avant d'aborder ici quelques-uns des thèmes les plus récents, nous ouvrirons une courte parenthèse : tout d'abord, pour souligner l'importance que revêt l'apparition de nouveaux thèmes : la ville a été conçue, jusqu'à une époque récente, comme le résultat d'un axe unique d'interprétation le logement. Aujourd'hui une telle situation n'est pas tenable. Deux éléments très importants et étroitement liés apparaissent : d'un côté, le développement propre du courant de pensée, relatif à l'élément urbain, exige de nouvelles interprétations ; de l'autre, le processus d'approfondissement des connaissances conduit à la construction d'un objet de recherche autonome, aux caractéristiques propres.

On peut dire que la problématique urbaine a "éclaté" en plusieurs thèmes. Le processus de connaissance a, aujourd'hui, permis de dépasser les approches de type "unicausal". C'est la raison pour laquelle, il ne s'agit pas d'une addition de nouveaux thèmes définissant l'élément urbain, mais au contraire, fondamentalement, d'un nouveau point de vue dans l'ordre théorique et méthodologique. Voilà qui confirme notre idée selon laquelle nous nous trouvons dans une phase de constitution du cadre théorique de l'urbain équatorien. Nous assistons, actuellement, à une prolifération de thèmes qui contribuent à la reconstruction de l'élément urbain. Ils abordent le problème urbain sous l'angle de la stratification de la population "par âge" : enfants (Vásconez, 1985 ; De La Bastida, 1985), jeunes (Verdesoto, 1985) ; ou par sexe : la "femme", comme partie intégrante du quartier, liée à l'approvisionnement, l'organisation sociale. C'est sans doute le CEPLAES, sur le plan des institutions, qui a obtenu le plus de résultats intéressants comme le démontrent les publications sur la santé (1984) et l'alimentation (1985), ou encore les réflexions de Prieto (1985) et son bilan général de la situation. On doit souligner l'importance acquise par le thème de "la violence urbaine" et du "quotidien" dans la compréhension des rapports entre les quartiers et l'Etat ; à ce sujet, signalons le travail de Verdesoto (1985) sur le despotisme et la violence, celui de Malva Espinoza (1983) sur le quotidien et l'horizon politique populaire. L'écologie prend aussi de l'importance surtout dans l'étude des conséquences des désastres naturels subis par nos villes (García, 1984), dans l'adoption d'une attitude préventive pour l'avenir (Natura, 1981), ou dans la formulation de revendications urbaines (Unda, 1985). On peut, aussi, signaler le thème de la "socialisation urbaine" dans la constitution de la citoyenneté qui est développée par Allou (1985) à propos de la ville de Santo Domingo de Los Colorados. Le thème du transport, qui traite aussi bien de l'ingénierie que de la mobilité urbaine (Vásconez, 1985) est étudié en tant que condition générale de la production (García, 1983).

VII - REFLEXIONS GENERALES

Il est important de remarquer que, malgré le peu d'années qui séparent l'origine de la recherche urbaine de sa situation actuelle, le bilan est très positif, non seulement par le nombre de travaux réalisés, mais

encore par leur qualité et leur cohérence. Le fait, qu'une grande partie des textes cités ait été publiée ces dernières années, ne doit pas être passé sous silence : cela démontre l'importance croissante prise par ce domaine des sciences sociales. De la même façon, on ne peut éviter de faire allusion à la grande place que la recherche urbaine occupe aujourd'hui dans le débat politique et idéologique auquel, par ailleurs, elle contribue constamment.

Cette version optimiste ne doit pas occulter le retard relatif que présentent les études urbaines par rapport au reste des Sciences Sociales, ni leur hétérogénéité.

Une première approche, posant la question des relations entre la recherche académique et des propositions soumises par l'Etat, nous amène à conclure à l'existence d'un faible rapport entre elles, ce qui donne parfois l'impression que les développements théoriques, atteints par les sciences sociales, n'auraient aucune utilité pratique.

Cependant, si on analyse l'évolution des propositions de l'Etat, on notera une plus grande présence des variables territoriales dans la formulation des plans, ce qui, en aucun cas, ne doit nous amener à croire qu'une politique d'urbanisation ait été structurée au niveau national. Il faut signaler que c'est seulement après qu'une priorité totale ait été donnée à la programmation globale et à la planification sectorielle (JUNAPLA, 1964), que l'on passe à la reconnaissance de la problématique urbaine et régionale (CONADE, 1980) et que celle-ci prend une importance croissante.

Bien entendu, les études urbaines ne couvrent pas tout le territoire national, et ne se développent pas d'une manière uniforme. Il faut, généralement, dire que Quito est la ville où la recherche s'est le plus développée, et que c'est donc la ville la plus connue et la mieux étudiée du pays. En contrepartie et paradoxalement, Guayaquil, la ville la plus étendue, la plus fortement diversifiée, du point de vue économique est celle qui présente le plus de problèmes et, en fin de compte, la moins connue.

On sent, depuis peu, un intérêt grandissant pour l'étude des villes intermédiaires ou de moindre importance, ce qui reflète un changement

d'attitude, et même de conception, dans de nombreux cas. Ces villes ont été étudiées sous deux angles : l'un les considère d'un point de vue général et/ou inscrites dans le processus d'urbanisation nationale (Collin Delavaud, 1973 ; Carrión, F., 1986 ; Larrea, 1986), l'autre met l'accent sur des études de cas, soit intra-urbaines (Allou, 1986 ; Pauta, 1985), soit dans leur contexte régional (Ojeda, 1979 ; Larrea, 1985). Parmi les villes de rang intermédiaire, Cuenca est de loin la plus étudiée ; ceci s'explique, en grande partie (et cela vaut la peine d'être signalé), par les activités entreprises et développées par deux instituts de recherches universitaires : l'Institut de Recherches Scientifiques et Technologiques (IICT) et l'Institut de Recherches Sociales (IDIS). Le fait est d'autant plus méritoire que leur action se déroule dans un contexte de forte concurrence avec les activités lucratives de consultants.

On ne peut ignorer davantage, d'un autre côté, le déséquilibre qui existe par rapport à d'autres domaines de la connaissance. Cela provient de leur insertion récente dans les sciences sociales nationales. Il n'en est pas moins vrai que les études urbaines sont parvenues, aujourd'hui, à un haut niveau académique et que ce déséquilibre tend donc à diminuer grâce à l'avancée, ces dernières années, de l'ensemble des sciences sociales. S'inscrivent dans cette perspective par exemple la tendance croissante à "l'urbanisation" d'une bonne part des thèmes de l'analyse sociale et la relecture de textes considérés autrefois comme propres à d'autres domaines et dans lesquels aujourd'hui, nous découvrons de nombreux aspects urbains traités de manière secondaire. Actuellement, les différences et le déséquilibre, par rapport à d'autres branches des sciences sociales, se sont réduites parce que le pays n'est plus à prédominance agricole, parce que le "centre" des explications des phénomènes nationaux s'est déplacé vers les villes.

L'urbain commence lui aussi à se redéfinir ; il y a par exemple, le processus de diversification professionnelle qui a accompagné le traitement de l'élément urbain. Au moment même où se produisait une forte spécialisation dans le traitement des thèmes urbains, ce domaine qui fut longtemps exclusivement celui des architectes, est devenu un terrain interdisciplinaire par la force des choses (Pour un certain courant théorique, l'élément urbain est une extension du logement). On comprend ainsi, que l'architecture soit la discipline chargée de l'étude des villes et que la plus grande partie des diplômes de Planification urbaine et régionale soient attribués dans des facultés d'architecture et conçus

par des architectes. La consistance théorique de la problématique urbaine a donc été renforcée ; ses thèmes se sont diversifiés autour d'un cadre conceptuel global en construction.

Nous pouvons dire, que la recherche urbaine en Equateur a progressivement conduit à la construction d'un cadre de référence qui s'exprime, aujourd'hui, dans deux écoles différentes qui se sont lentement constituées : l'une envisage son activité comme partie d'un projet contestataire plus global dans lequel sont prises en compte des disciplines comme la sociologie, les sciences politiques, l'économie ; tandis que l'autre, plus fonctionnelle et apparemment plus technique et utilitaire que la précédente, tournée vers la demande institutionnelle, s'appuie sur certains courants de la géographie, de l'économie et de la sociologie.

Une dernière remarque s'impose, en conclusion : nous avons signalé des frontières existant entre les courants théoriques, dans le but de favoriser la cohérence des travaux de recherche future, mais nous connaissons le risque que présente le fait de proposer et de développer des classifications, et combien il est complexe de schématiser de manière explicite des propositions implicites. Le but que nous avons poursuivi, en présentant de façon complémentaire les principaux thèmes, nous permet, à partir d'une approche méthodologique différente, non seulement de classer au plan théorique les études réalisées, mais aussi de connaître l'état d'avancement de la pensée sur l'urbain. Nous avons délibérément écarté, dans ce processus d'approfondissement de la connaissance les conceptions "unicausales" (ville-logement) pour privilégier une approche, sans doute plus complexe, mais plus proche de la définition de l'objet de l'étude.